

**Tarif de référence stipulé dans Art.2 de l'arrêté ministériel du 16 décembre 2024 soit 0,187 € ht le caractère**

Les annonceurs sont informés que, conformément au décret no 2012-1547 du 28 décembre 2012, les annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce concernées et publiées dans les journaux d'annonces légales, sont obligatoirement mises en ligne dans une base de données numérique centrale, [www.actulegales.fr](http://www.actulegales.fr).

**Ventes****HOTEL DES VENTES DE CAEN  
SELARL Solène LAINÉ**

Commissaires Priseur Judiciaire

13, Route de Trouville - 14000 CAEN

Tél 02 31 86 08 13

**Jeudi 5 Juin 2025 à 14h30**

Liquidation judiciaire d'une boulangerie

Lieu de la vente tenu secret  
(adresse dévoilée le matin de la vente sur [www.interencheres.com](http://www.interencheres.com))

Secteur BAYEUX (14400)



CHAMBRES DE POUSSE, FOUR BONGARD, PETRINS, TOURS RÉFRIGÉRÉS

Caisse tactile AURES, 2 afficheurs, monnayeur Glory Cash et imprimante à ticket

Four BONGARD modèle ORION EVO avec tapis d'enfournement

2 Chambres de pousse PANIMATIC

Refrroidisseur SOREMA

Pétrins à axe oblique, Batteur BONGARD, Diviseuse MERAND, Façonneuse et repose patons MERAND, Laminoire RONDO DOGE

Plusieurs vitrines réfrigérées (positive et négative), vitrines de présentation positives, saladette avec table de préparation en marbre

Armoire réfrigérée négative à 6 portes BONGARD

Beau parisien sur roulettes à 6 plateaux

Plonge en inox, échelles en inox, lot de grilles, lave vaisselle en inox, lave main inox

Et divers matériels de boulanger dont balance, ustensiles de cuisine etc...

Voir le catalogue en ligne.

Visite de 14h00 à 14h30. Vente en présentiel et en live

Enlèvement immédiat et uniquement le 12 juin 2025.

Paiement au comptant. TVA récupérable

Toutes les photos sur [www.interencheres.com/14001](http://www.interencheres.com/14001)**Régis BAILLEUL  
Agnès NENTAS**

Commissaires-priseurs associés

14, boulevard Eindhoven

14400 BAYEUX

Tél. 02 31 92 04 47

Fax 02 31 92 21 27

Email : [info@bayeuxencheres.fr](mailto:info@bayeuxencheres.fr)**VENTES AUX ENCHÈRES  
PUBLIQUES**

À la salle des ventes

**MERCREDI 4 JUIN à 11 H**  
suite à LJ crèperie

Vaisselle, congélateur, réfrigérateur SO-GELUX, tables chaises, four 4 niveaux FM, plonge inox, vitrine, lave verres GASTROM.

A 14 H : suite succession ingénieur du son : nb vêtements de marque Homme. Important lot audio vidéo, informatique, CD, DVD, disques. Nb BD et livres enfants.

Mobilier de style : SâM, Ch à C etc...

Expo le 4 de 9h à 10h30.

**SAMEDI 7 JUIN à 14 H**

BIJOUX OR, argent, pierres. Bijoux fantaisie, objets de vitrine.

Expo le 7 juin de 9h à 11 h.

Prochaine vente à Bayeux Samedi 14 juin à 14 H.

**Avis administratif**

7405889201 - AA

**COMMUNAUTÉ URBAINE  
CAEN LA MER****Révision allégée n° 4 du  
Plan Local d'Urbanisme  
de Bretteville-sur-Odon****AVIS D'ENQUÊTE  
PUBLIQUE**

Par arrêté n° A-2025-028, le Président de la Communauté Urbaine Caen la mer ordonne l'ouverture de l'enquête publique relative à la révision allégée n° 4 du Plan Local d'Urbanisme de Bretteville-sur-Odon.

L'enquête publique se tiendra du lundi 26 mai 2025 (à partir de 9 h 00) au vendredi 27 juin 2025 (jusqu'à 16 h 30).

La mairie de Bretteville-sur-Odon est désignée comme siège de l'enquête publique.

Le dossier d'enquête, en version papier, contenant les pièces du Plan Local d'Urbanisme modifiées ainsi que les éléments imposés au titre de l'article R.123-8 du Code de l'environnement, sera tenu à la disposition du public en mairie de Bretteville-sur-Odon et au siège de la communauté urbaine pendant toute la période de l'enquête publique, aux jours et heures d'ouverture au public des établissements mentionnés ci-dessous ; le dossier pourra en outre y être consulté sur un poste informatique.

Mairie de Bretteville-sur-Odon, 2, avenue de Woodbury, 14760 Bretteville-sur-Odon

- Lundi au Vendredi : 8 h 30 - 12 h 00 / 13 h 30 - 17 h 00,

- Fermé le jeudi matin.

Siège de la communauté urbaine Caen la Mer, 16, rue Rosa Parks 14000 Caen.

- Du lundi au Jeudi de 8 h 30 à 17 h 30,

- Le vendredi de 8 h 30 à 16 h 30.

Toute personne pourra sur sa demande et à ses frais obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la Communauté Urbaine Caen la Mer.

Le projet de révision allégée n° 4 du Plan Local d'Urbanisme faisant l'objet de l'enquête sera consultable dans les registres papier disponibles en mairie et à la Communauté Urbaine, en ligne sur les sites internet de la mairie de Bretteville-sur-Odon (<https://www.brettevillesurodon.fr/>) de Caen la Mer (<https://caenlamer.fr/concertations-encours>) et sur le site internet du registre dématérialisé à l'adresse : <http://www.registre-dematerialise.fr/6216> pendant toute la durée de l'enquête.

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra formuler ses observations et propositions dans les conditions suivantes :

- Par écrit : un registre d'enquête à feuillets mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur sera ouvert et tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête à la mairie de Bretteville-sur-Odon et à l'Hôtel de la Communauté urbaine Caen la Mer.

- Par voie électronique : sur le registre numérique dématérialisé à l'adresse suivante : <http://www.registre-dematerialise.fr/6216>

- Par mail : à l'adresse suivante : en-

quete-publique-6216@registre-dematerialise.fr.

- Par voie postale : à l'attention du commissaire enquêteur, sous le pli cacheté, au siège de l'enquête publique - Mairie de Bretteville-sur-Odon - 2, avenue de Woodbury, 14760 Bretteville-sur-Odon.

Ces observations doivent parvenir au commissaire enquêteur au plus tard le vendredi 27 juin 2025 à 16 h 30.

M. Patrick BOITON, retraité, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Caen. Il recevra en mairie de Bretteville-sur-Odon (2, avenue de Woodbury, 14760 Bretteville-sur-Odon) les observations orales et écrites des intéressés :

- Lundi 26 mai 2025, de 9 h 00 à 11 h 00,

- Mercredi 11 juin 2025, de 14 h 30 à 16 h 30,

- Vendredi 27 juin 2025, de 14 h 30 à 16 h 30.

À l'expiration du délai de l'enquête prévue par l'article 2, les registres seront clos par le commissaire enquêteur qui disposera d'un délai d'1 mois pour transmettre à M. le Président de la Communauté urbaine Caen la Mer et à Mme la Présidente du Tribunal administratif, son rapport et ses conclusions motivées.

La copie du rapport, accompagnée des conclusions et de l'avis du commissaire enquêteur, sera adressée par l'autorité compétente au Maire de Bretteville-sur-Odon et au Préfet du Département du Calvados. Le public pourra les consulter à la mairie de Bretteville-sur-Odon et au siège de la Communauté urbaine Caen la mer aux jours et heures habituels d'ouverture et par voie dématérialisée sur les sites internet des deux collectivités, pendant 1 an.

La procédure de révision allégée n° 4 du Plan Local d'Urbanisme a été élaborée sous la forme d'évaluation environnementale. Les informations environnementales sont consultables dans le dossier soumis à enquête publique.

La personne responsable du projet auprès de laquelle des informations peuvent être demandées est le Président de la Communauté urbaine Caen la Mer. Des informations peuvent également être demandées à M. le Maire de Bretteville-sur-Odon par voie postale.

À l'issue de l'enquête publique, le Plan Local d'Urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête, pourra être approuvé par le Conseil communautaire.

7407100501 - AA

**COMMUNAUTÉ URBAINE  
CAEN LA MER****Modification simplifiée  
n° 2 du Plan local  
d'urbanisme  
de Colombelles  
1ER AVIS**

Par délibération en date du 27 mars 2025, le Conseil Communautaire a défini les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n° 2 du Plan local d'urbanisme de la commune de Colombelles.

Le dossier est mis à la disposition du public du lundi 9 juin (8 h 30) au vendredi 11 juillet 2025 inclus (16 h 30) inclus :

- au siège de Caen la mer, 16, rue Rosa-Parks, 14000 Caen, du lundi au jeudi de 8 h 30 à 17 h 30 et le vendredi de 8 h 30 à 16 h 30 ;

- En mairie de Colombelles, place François-Mitterrand, 14460 Colombelles, du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et 13 h 30 à 17 h 00 et le samedi (2ème et 4ème de chaque mois) de 9 h 00 à 12 h 00 ;

- sur les sites Internet de la commune de Colombelles : <https://colombelles.fr>, de la Communauté Urbaine Caen la mer : Concertations en cours | Caen la mer et sur un registre dématérialisé mis en place par la collectivité :

<https://www.registre-dematerialise.fr/6263>

Chacun pourra consigner d'éventuelles observations :

- sur les registres ouverts dans les locaux de la Communauté Urbaine et de la mairie de Colombelles ;

- sur un site Internet comportant un registre dématérialisé sécurisé à l'adresse :

<https://www.registre-dematerialise.fr/6263> ;

- par mail via une adresse mail liée au registre dématérialisé :

enquete-publique-6263@registre-dematerialise.fr ;

- par courrier en commune de Colombelles (adresse ci-dessus).

À l'issue de cette mise à disposition M. le Président en présentera le bilan au Conseil Communautaire qui en délibérera et approuvera le projet de modification simplifiée éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public.

7407622701 - AA

**Communauté urbaine  
CAEN LA MER****Règlement local de  
publicité intercommunal****1ER AVIS  
D'ENQUÊTE  
PUBLIQUE**

Par arrêté n°A-2025-031, le Président de la Communauté urbaine Caen la mer ordonne l'ouverture d'une enquête publique relative au projet d'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal.

Le Règlement Local de Publicité intercommunal est un document de planification qui permet d'adapter la réglementation nationale de la publicité extérieure (publicités, pré-enseignes et enseignes) aux spécificités du territoire intercommunal en adoptant des dispositions plus restrictives que ce dernier.

L'enquête publique se tiendra du vendredi 13 juin 2025 (à partir de 10 h 00) au mardi 15 juillet 2025 (jusqu'à 16 h 00). Le siège de Caen la mer est désigné comme siège de cette enquête publique.

Afin de conduire l'enquête publique, le président du tribunal administratif de Caen a désigné M. Pierre Guinot-Delery en qualité de commissaire enquêteur et M. Bruno Cahan en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

L'ensemble des pièces du dossier d'enquête publique est consultable :

- en version informatique sur le site internet du registre dématérialisé à l'adresse suivante :

<https://www.registre-dematerialise.fr/6265>

- en version papier au siège de la Communauté urbaine de Caen la mer ainsi qu'en mairie de Ifs, Ouistreham et Rots aux jours et heures d'ouverture au public. Le dossier pourra en outre y être consulté sur un poste informatique.

Toute information peut être demandée auprès de M. le Président de la Communauté urbaine par courrier adressé au siège de la Communauté urbaine, 16, rue Rosa-Parks à Caen ;

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations lors des permanences suivantes :

- le vendredi 13 juin 2025 de 10 h 00 à 13 h 00 - Siège de la Communauté urbaine, 16, rue Rosa-Parks, 14000 Caen,

- le jeudi 19 juin 2025 de 15 h 00 à 18 h 00 - Mairie de Rots, Esplanade de la

mairie, 14980 Rots,

- le mardi 24 juin 2025 de 9 h 00 à 12 h 00 - Mairie de Ouistreham, Place Albert Lemarignier, 14150 Ouistreham,

- le mercredi 2 juillet 2025 de 9 h 00 à 12 h 00 - Hôtel de Ville d'Ifs, Esplanade

François-Mitterrand, 14123 Ifs,

- le mardi 15 juillet 2025 de 13 h 00 à 16 h 00 - Siège de la Communauté urbaine, 16, rue Rosa-Parks, 14000 Caen.

Pendant la durée de l'enquête, le public pourra consigner ses observations et propositions :

- sur le registre dématérialisé sécurisé accessible via le site internet suivant : <https://www.registre-dematerialise.fr/6265>

- sur les registres papiers d'enquête publique établis sur feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, mis à sa disposition au siège de Caen la mer ainsi qu'en mairie de Ifs, Ouistreham et Rots aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;

- par voie postale en adressant un courrier à M. le Commissaire enquêteur au siège de l'enquête à : Hôtel de la Communauté urbaine, 16, rue Rosa-Parks à Caen ;

- par courrier électronique à l'adresse suivante :

enquete-publique-6265@registre-dematerialise.fr

Les contributions transmises par courriel seront publiées dans les meilleurs délais sur le registre dématérialisé et donc visibles par tous.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront transmis à M. le Président de la Communauté urbaine de Caen la mer dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'enquête et tenus à la disposition du public au siège de la Communauté urbaine, aux heures et jours d'ouverture habituels et sur le site internet de l'intercommunalité

(<https://caenlamer.fr/reglement-local-publicite-intercommunal>) pendant un an.

Le projet d'élaboration du RLPI, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur - sous réserve que l'économie générale du RLPI ne soit pas remise en cause - est soumis pour approbation au Conseil Communautaire à la majorité des suffrages exprimés.

Le RLPI, une fois approuvé, sera annexé au Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Communauté urbaine de Caen la mer.

**Régime matrimonial**

7408504601 - RM

**CHANGEMENT  
DE RÉGIME  
MATRIMONIAL**

Suivant acte reçu par Me Hélène COURTONNE, Notaire, associé de la Société Civile Professionnelle dénommée « Hélène COURTONNE - Savina DUPIN-FIAULT » titulaire d'un Office Notarial dont le siège est à La Ferté-Macé (Orne), 47, rue Saint-Denis, CRPCEN 61044, le 7 mai 2025, a été conclu le changement de régime matrimonial portant adoption de la communauté universelle entre :

M. Stéphan Marcel GOUALIER, retraité, et Mme Catherine Marcelle LE BERRE, professeure des écoles, demeurant ensemble à Louvigny (14111), 3, rue Jacques-Prévert.

Monsieur est né à La Ferté-Macé (61600) le 11 novembre 1961.

Madame est née à Cholet (49300) le 14 février 1967.

Mariés à la mairie de Malakoff (92240) le 6 juillet 1996 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Monsieur est de nationalité française.

Madame est de nationalité française.

Résidents au sens de la réglementation fiscale.

Les oppositions des créanciers à ce changement, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion  
Le Notaire.

**Autres légales**

7408339101 - DL

**PLAN DE  
REDRESSEMENT**

Par jugement du 16 mai 2025, le tribunal judiciaire de Caen a modifié le plan de redressement de Mme Anne BAVAY, Siren : 400 412 037, demeurant 1607, boulevard de la Grande-Delle, 14200 Hérouville-Saint-Clair.

7408347301 - DL

**PLAN DE  
REDRESSEMENT**

Par jugement du 16 mai 2025, le Tribunal judiciaire de Caen a modifié le plan de redressement de M. Jack LAMPRIERE et de l'EARL DU LIEU GILLES, tous deux domiciliés Le Lieu Gilles, 14230 Vouilly.

7408347701 - DL

**REDRESSEMENT  
JUDICIAIRE**

Par jugement du 16 mai 2025, le Tribunal judiciaire de Caen a ouvert le redressement judiciaire de l'Association LES JARDINS D'ARLETTE, Siren : 401354 046, sise Rue Faraday, 14700 Falaise ; fixé au 21 mars 2025 la date de cessation des paiements ; désigné Me Lizé en qualité de mandataire judiciaire ; désigné E. Livet-Lemaire, juge commissaire. Les déclarations de créances sont à déposer auprès du mandataire judiciaire dans les plus brefs délais et au plus tard dans les deux mois suivant la publication au Bodacc.

7408346401 - DL

**REDRESSEMENT  
JUDICIAIRE**

Par jugement du 16 mai 2025, le tribunal judiciaire de Caen a :

- ouvert le redressement judiciaire de M. Mickaël GUILLOT, demeurant Les Hauts-Vents, 14860 Bavent,

- fixé au 11 mars 2025 la date de cessation des paiements,

- désigné Me Lizé en qualité de mandataire judiciaire,

- désigné E. Livet-Lemaire, juge commissaire.

Les déclarations de créances sont à déposer auprès du mandataire judiciaire dans les plus brefs délais et au plus tard dans les deux mois suivant la publication au Bodacc.

7408788601 - VJ

**SCP FERRETTI HUREL LEPLATOIS**

Avocats au Barreau de CAEN

136, boulevard du Maréchal Leclerc à CAEN (14012)

Tél : 02 31 86 10 21

Service renseignements pour la vente 02 31 85 36 72

**VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES****D'UNE MAISON D'HABITATION**

Au plus offrant et dernier enchérisseur à l'audience des ventes immobilières du Tribunal judiciaire de Caen, Palais de Justice de ladite Ville 11, rue Dumont d'Urville, CS 45257.

**Jeudi 3 juillet 2025 à 14 h 00****Département du Calvados, commune de CORMOLAIN (14240)  
595, impasse du Bas Digry**

Une maison d'habitation comprenant :  
- au rez-de-chaussée : cuisine, séjour salon avec cheminée, WC, buanderie et cave ;

- à l'étage : mezzanine, 2 chambres, couloir et salle de douches ;

- au deuxième étage : deux chambres et grenier.

Dépendance.

Terrain.

Figurant au cadastre :

Section B n° 348 " 595, impasse du Bas Digry " pour une contenance de 4a 40ca.

Section B n° 349 " Le Bas Digry " pour une contenance de 3a 60ca.

Section B n° 450 " Le Bas Digry " pour une contenance de 1a 62ca.

Section B n° 452 " Le Bas Digry " pour une contenance de 15a 67ca.

Section B n° 454 " Le Bas Digry " pour une contenance de 41ca.

Section B n° 456 " Le Bas Digry " pour une contenance de 35ca.

Section B n° 458 " Le Bas Digry " pour une contenance de 1a 03ca.

Soit une contenance totale de 27a 08ca.

Conditions d'occupation : habitée par les propriétaires.

**Mise à prix, fixée par le poursuivant :****quarante-cinq mille euros, ci : 45 000 euros**

Outre les clauses, charges et conditions insérées au cahier des conditions de la vente, consultable au Greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal judiciaire de Caen ou au Cabinet de la SCP FERRETTI HUREL LEPLATOIS.

Frais en sus.

Les enchères ne seront reçues que par le ministère d'Avocat et tout Avocat exerçant au Barreau de Caen pourra enchérir.

Avant de porter des enchères, l'Avocat de l'enchérisseur doit se faire remettre une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque de 4 500 euros rédigé à l'ordre du compte séquestre Bâtonnier de Caen.

La visite aura lieu sur place le mercredi 18 juin 2025 de 14 h 30 à 15 h 30. Pour tous renseignements s'adresser à :

1. La SCP FERRETTI HUREL LEPLATOIS, Avocat susnommé, rédacteur du cahier des conditions de vente,

2. Au Greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal judiciaire de Caen où le cahier des conditions de vente a été déposé et où tout intéressé peut en prendre connaissance.